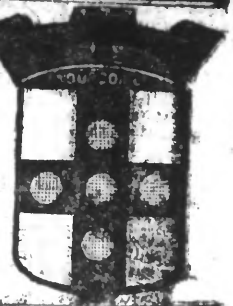




L'ÉGALITÉ

de Roubaix - Courcoing



ABONNEMENTS
 Trois mois 4 fr. 50
 Six mois 9 fr. 00
 Un an 18 fr. 00
 Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
 Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
 A. ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
 L. TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
 C. LILLIE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 16 janvier.
 Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, sous la présidence de M. Bourgeois.

LA QUESTION DU SIAM
 M. Berthelot a annoncé que l'accord entre la France et l'Angleterre, relatif au Siam, a été signé hier. Le système de l'Etat tampon sur le haut Mékong est écarté. Le cours du Mékong est adopté comme limite définitive des possessions françaises, jusqu'à la frontière chinoise. Le territoire de l'Annam est attribué à la France. L'Angleterre et la France s'interdisent respectivement de porter en armées dans la vallée de Menam. Les régions du royaume de Siam à l'est et à l'ouest de cette vallée demeurent en dehors de cette clause. Le traité sera prochainement distribué aux Chambres.

L'EXPOSITION DE 1930
 Le Conseil, contrairement au vote de la commission de l'Exposition de 1930, tendant à limiter le périmètre de l'Exposition à la rue Guynemer, a décidé de maintenir le projet de la commission supérieure de l'Exposition.

LES PHOSPHATES
 Le Conseil a approuvé définitivement le texte du projet réglant les conditions des phosphates en Algérie. Ce projet sera déposé samedi à la Chambre.

LES LOIS EN RÉPARATION
 Le gouvernement a décidé de se tenir à la disposition de la Chambre pour la discussion, dans le plus bref délai, des lois sur les phosphates, les forêts, les amendons, les sources de saumures minérales, le monopole des innovations, etc.

NOUVELLE DÉMENTIE

Lisbonne, 16 janvier.
 Une dépêche de Rio de Janeiro du 15 janvier, adressée par le directeur de l'Agence de la guerre, dément formellement que les insurgés aient surpris et mis en déroute une troupe portugaise de cent hommes dans le delta de Sattary.

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Washington, 16 janvier.
 La nouvelle de Santiago du Chili publiée à Lima portant que le Chili voulait en finir avec la discussion relative aux frontières argentines, aurait donné à la première réédition de son article l'ordre d'écarter les articles des certifiés, et que la Chambre argentine aurait voté 50 millions de francs pour la construction de vaisseaux de guerre, n'est considérée comme vraie ni à la légation argentine, ni à la légation du Chili, ni à la légation brésilienne.

Mais à la légation brésilienne, on croit qu'il y a eu un accord entre le Brésil et le Chili sur ce sujet.

FRANCE ET ITALIE

Paris, 16 janvier.
 A propos que les événements d'Afrique nous aient à modifier les intentions du gouvernement, M. Cruppi, d'accord avec les autres ministres, a décidé de profiter de l'occasion qui lui sera fournie par le voyage de M. Félix Faure, d'aller à Nice pour manifester envers lui et envers la République française les sympathies de la présidence de la République.

Le gouvernement aurait donc décidé d'envoyer à Nice M. Cruppi, et non M. Poincaré, comme on avait pu croire.

FRANCE ET ANGLETERRE

Paris, 16 janvier.
 Les journaux anglais publient des notes tendant à faire croire qu'il existe un rapprochement ne devant avoir lieu entre la France et l'Angleterre. On comprend, dit le *Journal*, que c'est pas un arrangement, et que le rapprochement est le haut-Mékong qui peut modifier la politique générale du gouvernement français. Ce règlement d'un litige local ne peut changer en rien la politique générale touchant des intérêts essentiels, notamment nos droits en Egypte.

LE TRAITÉ DE SIAM

Londres, 16 janvier.
 Le *Times* dit que la nouvelle d'une entente entre la France et l'Angleterre, à propos du Mékong, sera reçue avec satisfaction.

Personne n'a jamais sérieusement supposé que l'Angleterre et la France se feraient la guerre pour une question aussi insignifiante que la délimitation précise de frontières dans un contrée aussi éloignée.

En ce qui concerne l'Egypte, le *Times* dit : « Nous avons déjà maintes fois, de la façon la plus claire, fait connaître nos intentions au sujet de cette contrée, mais nous ne voyons pas l'utilité de discuter cette question en ce moment. »

« Nous sommes résolus à ne pas quitter l'Egypte tant que nous ne la jugerons pas capable de gouverner par elle-même. La France n'aime pas l'occupation anglaise, mais elle ne doit pas croire que nous puissions tolérer une occupation française. »

LES PROGRÈS SOCIALISTES

On a essayé l'occupation au commun, elle n'a pas donné de bons résultats ; la renouveler serait presque certainement provoquer une querelle.

« Pour aucun prétexte nous ne pouvons consentir à abandonner l'Egypte en disant : Après nous le déluge. »

C'est là probablement ce que quelques politiques français se sont imaginés de nous conseiller, en raison des événements actuels. Mais ils se trompent fort. »

LA SANTÉ DE M. FLOQUET

Paris, 16 janvier.
 Aujourd'hui à midi, on a communiqué le bulletin suivant : « Etat sérieux, stationnaire. »

Par ailleurs, on ajoute que les docteurs Minardi et Gélis de la Tourette, qui sollicitent l'ancien président du conseil, l'ont trouvé ce matin très affaibli. Le mieux qui s'était manifesté hier ne s'est pas maintenu et les médecins considèrent la situation grave. Il peut à peine reconnaître les membres de sa famille.

UN ENGIN EXPLOSIF

Lisieux, 16 janvier.
 La police de St-Nicolas a découvert dans une prairie, entre St-Nicolas et Tilleul, un tube de 16 centimètres de diamètre sur environ 25 centimètres de longueur.

L'engin, chargé de poudre et bouché des deux côtés par des bouchons de bois, était amorcé par une mèche à moitié consumée.

Le parquet informe. On pense que le possesseur de cet engin dangereux, enrayé par un fil, l'a jeté dans la prairie afin de s'en débarrasser.

L'INSURRECTION CUBAINE

Madrid, 16 janvier.
 Une dépêche de la Havane annonce que le général Valdés a pu rejoindre Gomez après un combat qui a duré une heure. Les insurgés ont pris la fuite. La nuit servait à empêcher la poursuite.

Les dépêches annoncent que la ville continue à avoir ses communications coupées, sauf avec le castron de fer de Mariano et avec les vapeurs *Guahaboca* et *Regla*.

CURIEUSE COINCIDENCE

Paris, 16 janvier.
 On sait que M. Denjoy a été choisi par Action pour le fauteuil de député de la Seine au cas fort probable où il se rendrait.

Or, M. Denjoy est l'avocat d'une administration, et quelle administration ? de la préfecture de police.

Il y a là une coïncidence qui permet de supposer que les débats seront sans intérêt.

BULLETIN DU JOUR

PETITS CADEAUX

Je crains les Grecs, même quand ils me font des présents.

Ces paroles que Virgile met dans la bouche du grand héros Laocoon expriment cette vérité qu'il faut toujours se défier d'un ennemi quel que soit son apparence, quel que soit son sort.

Une dépêche que nous publions d'autre part et qui annonce le règlement de la question du Siam, depuis si longtemps pendante entre l'Angleterre et la France, ne les a remises en mémoire.

A la suite de la campagne du Tonkin, la France avait obtenu de la Chine que nos possessions du sud-est de l'Asie fussent limitées par le fleuve Mékong ou Mékong.

L'Angleterre intervint alors et elle dit au cabinet de Paris : « Les termes que le gouvernement de Pékin vous concède m'apparaissent. Je m'oppose à ce que vous en disiez. »

Et, depuis, un parlementaire entre Londres et Paris sans jamais pouvoir arriver à s'entendre — si bien que les nouvelles langues pouvaient prétendre, avec beaucoup de raison, que les diplomates n'ont été inventés que pour brouiller les cartes.

Mais voilà que tout d'un coup, Al ion, de perfide se fait gracieux ; avec son plus aimable sourire, elle nous envoie son adhésion à l'arrangement intervenu entre Paris et Pékin !

Cette volte-face subite, inattendue, inespérée, nous aient réjouis si on ne savait au mieux de quel pèlerin se débat on ce moment l'Angleterre.

Les affaires d'Arménie, du Vénézuéla, du Transvaal venant après son refus d'adhésion lors du conflit sino-japonais, lui ont causé un préjudice moral considérable et elle a successivement vu se retourner contre elle la Russie, les Etats-Unis et l'Allemagne.

Nous croyons que l'Angleterre cherche à se rapprocher de nous uniquement pour échapper à l'isolement dans lequel elle se trouve. Aussi ses cadeaux nous disent-ils qu'elle nous considère comme des gouvernants qui valent et nous pensons que nos gouvernants feraient bien de méditer le mot de Virgile rapporté plus haut.

Une guerre n'est d'ailleurs pas à redouter.

Le temps n'est plus où Catherine II pouvait dire à ses cosaques : « Allez vous faire tuer pour ma gloire afin que je puisse quitter à loisir le trône de Pétersbourg pour aller m'assoier sur celui de Berlin. »

Encore quelques années de propagande socialiste et le spectre de la Guerre ne hantera plus l'humanité car la devise de Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » enfin appliquée, aura fait disparaître à jamais les bouchers d'hommes, français, allemands, russes ou anglais.

G. SIAUVE-EVAUSY.

LES PROGRÈS SOCIALISTES

L'élection de Bourrat à Perpignan marque un progrès nouveau de notre parti. A Châtelleraut, où M. Nivert est démissionnaire à la suite de retentissants événements financiers, le parti socialiste vient d'engager résolument la lutte avec Victor Dallo pour candidat. Là, ce sont des paysans surtout qu'il faut amener à nos idées, à notre politique, et dès maintenant, la propagande du socialisme rural y est effectivement poussée.

Du reste, dans toute la région du Centre, le mouvement socialiste commence à se produire parmi les paysans. Il y a quelques mois, dans le Loiret et Cher, nous avons vu des ouvriers de la terre, des journaliers, des valets de ferme qui étaient arrivés à l'intelligence complète du socialisme. Ils étaient les être exploités par la grande propriété oisive, par la spéculation cosmopolite, par le fisc aussi, et ils entrevoient nettement le jour où les paysans groupés, arrivés à la possession du sol et des grandes machines, travailleraient enfin pour eux-mêmes au lieu de travailler pour l'exploitateur, pour le financier, pour le parasite.

Ainsi la poussée est incessante, universelle et irrésistible. Des causes locales peuvent ca et là arrêter le mouvement ; il peut être contrarié en plus d'un point par des fautes personnelles ou par des divisions. Dans l'ensemble il se développe comme une force tranquille.

Eh, chose remarquable, le socialisme grandit quel que soit le système gouvernemental employé. Avec les ministères de réaction violente, il grandit dans le combat comme l'arbre robuste dans l'orage. Avec les ministères conciliants et l'esprit démocratique, il continue sa croissance paisible comme une plante saine par un beau temps.

Aussi c'est avec confiance que notre parti doit, dès maintenant, se préparer aux élections municipales. Il importe que sans esprit d'exclusion ou d'intransigence, mais avec décision et fermeté, il tente de pénétrer le plus possible dans les municipalités. C'est là la tâche principale qui va s'imposer à lui dans les quatre mois qui nous séparent des élections de mai.

En même temps, la fraction parlementaire de notre parti devra s'efforcer de faire aboutir les premières réformes indiquées par M. Bourgeois dans son discours de Lyon.

L'attitude du parti socialiste envers le ministère est exactement aujourd'hui ce qu'elle était hier. Pas plus que M. Bourgeois n'est lié avec nous, nous ne sommes liés envers lui. Nous sommes convaincus qu'une seule, la transformation de la grande propriété capitaliste en propriété sociale pourra mettre fin à la misère et à la dépendance du peuple, au désordre insensé de la production, aux crises périodiques qui ruinent le pays, et à la perpétuelle corruption qui a flétri tant de consciences.

Mais nous soutenons avec énergie les réformes dites radicales, parce qu'elles atténuent un peu les souffrances présentes et surtout parce qu'elles assurent au prolétariat, avec un peu plus de liberté, le moyen de s'organiser pour l'œuvre définitive d'émancipation.

M. Bourgeois a touché à trois questions principales : les incompatibilités parlementaires, la réforme de l'impôt, l'organisation ouvrière.

Sur le premier point, j'ai à peine besoin de dire ou plutôt de répéter que nous votons le projet gouvernemental. Mais, comme il donne raison à ce que nous disons tous les jours de la puissance croissante et abusive de l'argent ! Voilà un gouvernement régulier, nullement révolutionnaire, qui est obligé d'exclure des Assemblées qui font la loi les membres des sociétés d'administration des grandes sociétés industrielles ou financières qui ont le vent en poupe. Au fond, qu'on le veuille ou non, on avoue par là que les grandes entreprises capitalistes sont devenues aujourd'hui des forces démocratiques qui dominent la nation elle-même, et en attendant des Chambres les citoyens qui représentent ces grandes entreprises, le gouvernement reconnaît la nécessité de lutter contre la dictature politique de la classe capitaliste.

Mais que celle-ci se rassure. Tant qu'elle gardera le grand monopole de la richesse, elle gardera en fait la plus large part du pouvoir politique, et les entreprises de chemins de fer, de mines ou autres, si elles ne peuvent plus se faire représenter devant le Parlement par leurs administrateurs officiels, trouveront bien assez d'autres représentants parlementaires. Au besoin même, les grands capitalistes trouveront des défenseurs ou des élus dans cette partie de la classe ouvrière qui n'est pas encore arrivée à la

ETUDES SOCIALES

Les Cantines scolaires

(Sixième article)
 Le coût des cantines. — Projet d'organisation des Cantines en Belgique. — Comme à Roubaix. — Le Droit à la vie.

De la consultation des bilans des sociétés philanthropiques, de l'examen des comptes des cantines scolaires, nous croyons prendre pour base de l'évaluation d'un repas complet composé d'un potage, viande, légumes, pommes de terre et bière, le chiffre suivant : 20 centimes.

Avec 3,000 enfants (nombre donné par le projet) à nourrir six jours par semaine pendant quarante semaines, le crédit nécessaire pour l'organisation des repas, en chiffres ronds de 100 francs, est de 720,000 francs.

Si on compte une moyenne de 10 francs pour des vêtements à distribuer au commencement de l'hiver, on arrive à un total de 1,800,000 francs, mettons même 2,000,000 francs.

Voilà la somme folle que coûterait par exemple à la ville de Bruxelles le fonctionnement annuel des cantines scolaires pour les petits enfants.

200,000 francs sur un budget de 37 millions ! c'est-à-dire le coût et quatre-vingt-dix mille francs par enfant !

Le coût financier ne saurait être l'obstacle. Avant de consacrer des sommes si considérables à l'honneur, comme les courses de chevaux, au superflu comme l'esthétique de la cité, les salons à l'air à la rue, aux fêtes, etc., les administrations publiques ne devraient-elles pas courir au nécessaire, à l'indispensable ?

Les cantines scolaires denses-elles coûter des sommes importantes, qu'il s'agit encore de devoir des pouvoirs publics de les soutenir entièrement.

Avant tout il faut que plus une bouche d'enfant ne puisse s'élever que s'il faut la nourrir. Les cantines scolaires, telles qu'elles existent à Paris et à Roubaix, ne sont pas l'équilibre de leurs dépenses et de leurs recettes ; ce que nous poursuivons, c'est l'entretien de tous les enfants à frais communs.

Nous ne recevons que demi-satisfaction, le jour où les cantines scolaires ne sont pas gratuites, nous sommes obligés de payer nos enfants. Les cantines scolaires existent à Paris et à Roubaix, ne sont pas l'équilibre de leurs dépenses et de leurs recettes ; ce que nous poursuivons, c'est l'entretien de tous les enfants à frais communs.

Nous ne recevons que demi-satisfaction, le jour où les cantines scolaires ne sont pas gratuites, nous sommes obligés de payer nos enfants. Les cantines scolaires existent à Paris et à Roubaix, ne sont pas l'équilibre de leurs dépenses et de leurs recettes ; ce que nous poursuivons, c'est l'entretien de tous les enfants à frais communs.

MORTALITE COLONIALE

Paris, 16 Janvier.
 (De notre correspondant particulier)
 Si l'île de Madagascar est fertile comme on ne cesse de nous le répéter, il paraît aussi qu'elle n'est pas moins insalubre que nos autres colonies.

Le *Journal de la Santé* donne le tableau suivant de la mortalité des militaires français sur 1,000 hommes d'effectif :
 La France : 21 ; en Algérie, 11,60 ; en Tunisie, 12,3 ; Martinique et Guadeloupe, 50 ; Guyanne, 237 ; Tonkin, 77 ; Cochinchine, 21 ; Réunion, 20 ; Madagascar, 25 ; Sénégal, 74.

On voit que Madagascar sera un débouché de plus pour notre excès de population et s'il est vrai que la population est source de misère, nous ne tarderons à devenir trop riches.

L'AFFAIRE LEBAUDY

(D'un correspondant)
 Paris, 16 janvier.
 Encore une arrestation
 Il a suffi à M. Meyer de prendre quelques heures de repos de son profit pour se reconstruire au milieu de tous les documents se rapportant à l'affaire Lebaudy pour faire dire à certains de nos confrères que l'insurrection de cette affaire aurait été arrêtée net.

M. Meyer n'a pas attendu que la question fut portée à la tribune. Hier soir, le juge faisait appeler à son cabinet M. Clément et le chargé d'affaires, ce matin à la première heure, pour lui remettre au domicile de M. Poissonnier, dit Carlo des Perrières, il, rue Neuville.

UN GOUVERNEUR INCAPABLE

(D'un correspondant)
 Paris, 16 janvier.
 Que se passe-t-il donc au Tonkin ? Une dépêche de Marseille nous annonce que le paquebot *Aréthuse* parti samedi prochain à destination du Tonkin, avec 2 officiers supérieurs, 30 officiers, 40 sous-officiers et 918 soldats de la légion étrangère, de l'infanterie et de l'artillerie de marine.

Ces troupes sont destinées à opérer dans le Yen-Thé, sous le commandement du général Dode.

Est-ce une nouvelle expédition qui commence, pour nécessiter l'envoi d'un nombre si considérable de troupes.

Si nous avons bonne mémoire, c'est la première fois, depuis l'administration de M. Paul Bert, que la métropole expédie des renforts nouveaux au Tonkin.

Sous le précédent gouverneur, au contraire, les troupes entraient peu à peu en France, et le service de la relève s'était régulièrement assuré.

Le gouverneur actuel, M. Rousseau, installé par le grand ministre Dupuy, a changé tout cela. Les pirates ont repris courage, et le Tonkin est de nouveau troublé comme aux premiers temps de la conquête.

UN GOUVERNEUR INCAPABLE

(D'un correspondant)
 Paris, 16 janvier.
 A plusieurs reprises, M. Poissonnier dit Carlo des Perrières s'occupait du cas de Max Lebaudy, à l'époque surtout où la fameuse campagne fut menée pour empêcher la mise à la réforme du jeune triplé.

Le nouvel inculpé est né à Valence (Drôme), il est âgé de 51 ans. Il appartient à une famille de longues années d'élite à la presse. Il a collaboré au *Gaulois* d'Henri de Pène et d'Arthur Meyer, à la *Vie Parisienne* sous le pseudonyme de Carlo, à la *France* et en dernier lieu au *Gil Blas*, où il publiait des chroniques dites « boulevardières ».

Il a écrit des articles sur les maisons de jeux, ainsi que sur les questions militaires.

NOUVELLES A LA MAIN

Farce de chambre:
 Le dragon *Berlioz* est couché très tard. Son pied ne sort des draps. Son camarade *Zobiner* attache un éperon à son talon. Au premier mouvement qu'il fait, *Berlioz* s'écorche la jambe !

Prié de s'apitoyer de fourbi !... s'écrie-t-il, réveillé en sursaut, fallait-il que j'aie été rond, hier soir. En étant mes bottes, j'ai oublié de retirer mes éperons.